

de coopération, essai de nouveau, à l'occasion de septième anniversaire du déclenchement de la guerre d'Algérie, renforcer sa solidarité et ses efforts en faveur de leur juste cause.

« Elle saisis la lutte courageuse menée par les travailleurs algériens, coude à coude avec l'ensemble de leur peuple, pour l'indépendance et l'intégrité du territoire national et assure l'UOFA de sa fraternelle solidarité agissante ».



Nous, pays d'Afrique et d'Asie condamnons l'emploi des armes nucléaires

NEW YORK, 25 octobre. — La commission politique de l'ONU a interrompu la discussion hier après-midi sur la question de l'arrêt des essais nucléaires pour examiner un projet de résolution demandant à l'Union Soviétique de ne pas faire exploser une bombe de 50 mégatonnes avant la fin du mois.

Le dépôt de ce projet, signé par les pays scandinaves, le Canada, le Japon, l'Iran et le Pakistan, a donné lieu à de nombreux incidents de séance. Le président, Mario Amadeo (Argentine) se refusant à laisser parler les opposants à une interruption de la discussion.

Nous, pays d'Afrique et d'Asie (Tunisie, Éthiopie, Libye, Nigeria, Somalie, Ghana, Ceylan et Indonésie) ont présenté un projet de résolution assimilant à un crime international l'emploi des armes nucléaires et demandant que tous les membres de l'ONU soient consultés pour l'établissement d'une convention sur l'emploi des armes nucléaires à des fins de guerre.

Cependant ce projet n'a pu être discuté et, par 61 voix contre 20 et 22 abstentions, la discussion a été interrompue.

Spécialiste de Hitler le vice-amiral KRETSCHMER

(qui a capté 44 navires alliés)

a présidé au lancement du premier sous-marin de Bonn

L'Allemagne occidentale vient de lancer son premier sous-marin d'après-guerre : une lance-torpilles, de long, 60 mètres, 40 mètres de long, 5 tonnes, 40 tonnes, est le premier d'une série de sous-marins que Bonn se fait construire.

C'est le vice-amiral Kretschmer qui a présidé le lancement. Kretschmer, ex chef des sous-marins de Hitler, a capté 44 navires alliés lors de la seconde guerre mondiale. Il est le premier d'une série de pages. « Sur le sous-marin de M. Adenauer, flotte un nouveau pavillon, mais il ressemble étrangement à ses prédécesseurs », ont dit les Anglais, qui ont demandé combien de fois que Kretschmer résisterait à leurs bateaux de temps du Grand Reich.

à Berlin-Ouest

où les autorités américaines ont provoqué un nouvel et grave incident

(De notre envoyé spécial Pierre DURAND)

BERLIN, 25 octobre (par téléphone). — Les forces militaires américaines d'occupation à Berlin-Ouest ont bloqué ce matin, pour la première fois, le point de passage de la Friedrichstrasse et amené sur les trottoirs les deux sections de la ville 12 tanks et divers engins de guerre. L'entrée dans la zone qu'ils ont ainsi créée est interdite à toute personne, y compris aux journalistes. Deux hélicoptères U.S. observent les lieux.

Pour autant que l'on puisse savoir, il s'agit d'un nouveau développement de l'affaire du 23 octobre que nous avons relatée hier. On sait que, conformément au règlement en vigueur, la police polonaise avait refusé l'entrée de Berlin-Ouest à deux taxis américains qui voulaient présenter leurs passeports. Des soldats en armes les avaient alors fait pénétrer de force dans la capitale de la République Démocratique Allemande.

Hier, les autorités d'occupation américaines avaient convenu du bon droit de la police de la R.F.A. en promulguant une directive interdisant à leurs ressortissants de se rendre en civil à Berlin-Est.

Mais, au cours de la nuit, le ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis démentait purement et simplement la directive de ses représentants à Berlin-Ouest et le secrétaire de presse du ministère, Lincoln White, expliquait qu'il s'agissait d'un « malentendu ». Les Etats-Unis prétendent que leurs ressortissants peuvent pénétrer à Berlin-Est sans subir de contrôle, qu'ils soient en uniforme ou non.

À 6 heures ce matin, une voiture militaire américaine occupée par des civils pénétra à Berlin-Est, revint à l'Ouest aussitôt et se représenta au poste de contrôle quelques minutes plus tard. Les policiers de garde demandèrent alors à voir les passeports des occupants de la voiture. Aussitôt, les Américains prirent les mesures de force évoquées plus haut, demandèrent à rencontrer un officier soviétique et pénétrèrent, armés, dans le secteur démocratique.

Si la police populaire ne faisait pas constamment preuve d'un parfait sang-froid, le pire aurait pu arriver. Et il est évident que certains, à Bonn, comme à Washington ou à Paris, ne souhaitent que le pire.

Bonn propose un « corridor » inadmissible

La démarche effectuée à Washington par l'ambassadeur de Bonn aux Etats-Unis, Grewe, en vue d'inciter les puissances occidentales à réclamer la création d'un « corridor » territorial à travers la République Démocratique Allemande entre l'Allemagne de l'Ouest et Berlin-Ouest est considérée ici comme partiellement « infaisable ».

Il ne saurait en effet être question d'amputer la République Démocratique Allemande d'une partie de son territoire. Le problème ne consiste donc pas à réclamer un « corridor » qui rappellerait celui de Danzig, mais à reconnaître l'existence de la République Démocratique Allemande et de régler avec elle les problèmes qui pourront se poser au sujet des voies d'accès

main des manifestations algériennes du 10 octobre, réprimées dans les conditions que l'on sait, la question suivante : « Est-il exact que deux Algériens ont été, la semaine dernière, précipités dans la Seine ? »

Mais ce qui bouleverse l'opinion semble laisser le préfet de police, de marbre ! Aucune réponse, aucun éclaircissement n'est venu

Un bébé de deux mois l'attendait à la maison...

Dans la nuit du 17 au 18 octobre, des centaines de blessés algériens ont été conduits dans plusieurs hôpitaux parisiens, non pas par la police mais par des passants qui les ont ramassés sur les trottoirs et dans les rues. Partout le personnel médical et hospitalier a donné les soins nécessaires à ces blessés.

A Correntin-Ceillon, par exemple, le personnel a empêché la police d'entrer dans l'établissement et des Algériens ont été offerts aux Algériens. A l'hôpital de Bièvre, c'est une Algérienne blessée, accompagnée d'un enfant, que la police avait amenée alors qu'un bébé de deux mois restait au domicile de cette mère de famille. Son état ne nécessitant pas une hospitalisation, le médecin de service demanda aux policiers de la reconduire chez elle. Ils refusèrent. Alors une infirmière prit un taxi et ramena à son domicile l'Algérienne et son enfant.

A l'hôpital Saint-Louis, ce sont deux militants communistes qui distribuèrent des tracts que la police voulait arrêter. Mais le directeur et le syndicat se sont opposés à ce que les policiers, armés de mitraillettes, entrent dans l'hôpital dont les grilles ont été fermées.

A l'hôpital Bretonneau, enfin, après avoir discuté avec le syndicat, un professeur s'est engagé

à demander à ses confrères de former un comité de défense de l'hôpital afin de ne plus permettre à la police de pénétrer dans l'établissement pour faire subir des interrogatoires à des blessés

La solidarité agissante

Après l'appel lancé par le Secours Populaire et publié dans « l'Humanité », la Fédération de la Seine de cette organisation a reçu, au cours de la journée de mardi, 82 parrainages d'enfants algériens. Le Secours Populaire a répondu à ce propos, le cas échéant, de la famille de Saint-Louis dont le bébé n'est toujours pas rentré et où 15 enfants restent à la maison. De l'argent, des vivres et des vêtements leur ont été peints.

Pour continuer sa tâche, le Secours Populaire lance un nouveau appel : « Appuyez vivres, argent, vêtements dans les permanences de la solidarité, ou à la Fédération de la Seine du Secours Populaire Français, 47, rue Hermet, 19. C.O.P. Geneviève Lorée 16451-46 Paris ».

Les propositions "logiques et réalistes"

du Président du G. P. R. A.

mettent le pouvoir gaulliste dans l'embarras AUJOURD'HUI, CONSEIL DES MINISTRES

La déclaration faite avant-hier par Ben Khedda, président du Gouvernement provisoire de la République Algérienne, a mis dans l'embarras tous ceux qui s'efforcent de dénaturer les faits et d'accréditer l'idée que le pouvoir gaulliste n'est pour rien dans la continuation de la guerre.

Cet embarras est également visible dans ce qu'on appelle les milieux officiels, car, comme le soulignait hier matin « Combats » et le discours du chef du G.P.R.A. va mettre la sincérité française à l'épreuve ».

De Gaulle répondra-t-il aujourd'hui ?

Il écrit encore : « La proclamation de l'indépendance, qui permettrait d'aboutir rapidement au cessez-le-feu, ne changerait pas grand-chose à des réalités virtuellement acquises. Et que les négociations sur la sauvegarde des populations et la protection des intérêts suivent cette proclamation au lieu de la précéder serait conforme à une logique

sois-je, la valent les mains liées derrière le dos et portaient des traces de strangulation. Les deux cadavres étaient démunis de pièces d'identité.

Pour se solidariser avec leur camarade algérien détenu pendant huit jours

Arrêt de travail d'un quart d'heure à la S.A.I.P. de Malakoff

LES travailleurs de l'entreprise S.A.I.P. de Malakoff, ont débrayé hier matin pendant un quart d'heure et voté une motion

Dans cette entreprise, qui emploie une quarantaine d'ouvriers, un travailleur algérien avait été arrêté il y a huit jours. C'est par solidarité que le mouvement d'hier matin a été décidé. Il coïncida avec le retour du travailleur algérien qui expliqua à ses camarades dans quelles conditions il avait été brutalisé et participa, d'ailleurs, à la délégation qui s'est rendue à la mairie de Malakoff.

Dès le premier jour, 22.000 frs avaient été collectés par le personnel et remis à la famille du travailleur algérien

La Ligue de l'Enseignement dénonce les mesures de discrimination

La Ligue Française de l'Enseignement vient de publier un

mardi à mercredi, dans un bar fréquenté par des Algériens à l'enseigne de « L'Aube de l'Islam », au 48 du quai Gallieni, le long du Paillois.

condamnait les brutalités policières et réclamant la paix

communiqué dans lequel elle déclare notamment : « Profondément persuadée que le respect de la personne humaine doit être la base même de toute éducation et de toute vie sociale, dénonce la discrimination dont sont victimes en France les travailleurs algériens ».

Le M.R.A.P. : Libération de tous les Algériens encore détenus

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

« En outre, elle s'élève à nouveau contre toutes les tortures physiques et morales qui brisent la personnalité de ceux qui en sont victimes et avilissent ceux qui s'en rendent coupables ».

De son côté, la commission administrative du syndicat national des Chercheurs scientifiques (F.E.N.) demande l'annulation des mesures discriminatoires et appelle à l'union « sans réserve » contre le risque d'un régime de violence qui rappellerait trop le régime de la Gestapo ».

15 organisations de l'Indre-et-Loire lancent un appel commun

Quinze organisations d'Indre-et-Loire — parmi lesquelles le Parti Communiste, le PSU, le Mouvement de la Paix, la Fédération Ouvrière et Paysanne, le comité départemental antifasciste, la C.G.T., la Fédération des Anciens d'Algérie, la F.N.D.R.P., les cheminots anciens combattants, etc. — viennent de s'adresser, en commun, à tous les républicains pour les inviter à « réagir vigoureusement contre les mesures raciales du pouvoir gaulliste ».

Les signataires rappellent, en outre, ce que c'est seulement dans le respect de l'intégrité territoriale de l'Algérie et de l'unité du peuple algérien que doit s'engager la France dans la négociation avec le G.P.R.A. ».

Dans la Seine, l'Association départementale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes a adressé, à l'Élysée, une lettre dans laquelle elle déclare à propos des mesures prises à l'encontre des Algériens :

« Ces mesures et ces conditions d'internement contraires au respect de la dignité et de la personne humaine, rappellent aux rescapés des prisons et des bagnes nazis une époque qu'ils espèrent révolte ».

La conversation changea de sujet.

« C'est possible lui aurait répondu Debré, mais je ne suis pour rien dans ces articles. »

« Je suis au regret de vous dire, Monsieur le premier ministre, que M. Peyrefitte lui-même m'a affirmé que c'était à votre demande qu'il avait publié ces articles. »

La conversation changea de sujet.

tre ballés de revolver. Selon les premiers renseignements, il aurait été attaqué par quatre individus arrivés en voiture et qui ont disparu aussitôt après avoir commis leur crime.

« Au lycée Chaptal, dans le 8^e arrondissement les personnels enseignant et de surveillance et les agents protestent, dans une motion, contre des mesures « dont le caractère discriminatoire est particulièrement humiliant ».

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il censure le sort des détenus transportés en Algérie.